

Burundi : Les Députés appellent à l'allégement des sanctions envers les étudiants

@rib News, 31/03/2014 Le député Marceline Bararufise, président de la Commission Permanente chargée des questions d'éducation à l'Assemblée nationale a demandé ce lundi "l'allégement des sanctions prises contre certains étudiants et le retour de ces derniers dans les auditoriums après avoir fait des inscriptions" comme demandé par le ministre de tutelle. Dans une intervention qu'elle a faite, l'ancienne gouverneure de Rutana a souligné que seul le dialogue est la mesure de mettre fin aux tensions et méfiances entre l'autorité rectoriale et le Ministre de tutelle Joseph Butore d'un côté et les étudiants des Universités publiques, ENS et l'Université du Burundi.

L'opposition l'avait déjà demandé. Le parti CNDD de Léonard Nyangoma, avait demandé aux Députés de sortir du silence pour condamner la mesure visant à mettre fin à la bourse des étudiants. "Pourquoi les Députés n'ont pas encore convoqué le ministre de l'Enseignement supérieur pour lui demander pourquoi les cadres de demain sont dans la rue" avait déclaré François Bizimana à la radio Isanganiro, en langue nationale. Selon lui, il est incompréhensible que les Députés dorment ou croisent les bras alors que le gros des enfants des Universités sont dans les rues pour une noble cause : celle de résister contre la fin de la bourse des étudiants. Vers des manifestations des élèves du secondaire dans tout le pays. Selon des informations recueillies le weekend dernier, les officiels de l'Etat qui avaient fait un déplacement à l'intérieur du pays ont demandé aux étudiants de retourner dans les auditoriums. "Nous demandons aux étudiants et aux parents de comprendre les efforts du Gouvernement" et il faut qu'ils "reviennent vite poursuivre les études", a déclaré le Deuxième vice président de la République Gervais Ruffyikiri, en marge des travaux communautaires qu'il a effectués en commune Itaba à Gitega (centre du pays). A Nyanza-lac, le député du CNDD-FDD Ruvyirien Ndikuriyo a tenu le même langage. Mais ces appels sont tombés sans effet. Selon le constat sur place, les étudiants n'ont pas fait leur inscription au campus Rohero. Seuls les oiseaux chantaient aux environs. Des sources bien informées disent que les élèves du secondaire, qui terminent leurs examens cette semaine, pourraient descendre dans la rue contre la mesure de suspension de la bourse. C'est dans cette optique que les Députés veulent aider le Gouvernement à sortir la tête haute après l'échec des inscriptions malgré les prolongations. Ici seuls 650 étudiants, essentiellement des militaires, s'étaient enregistrés sur un total de 18.000 étudiants. Entre temps, plus de 250 étudiants, toutes les ethnies confondues, y compris même des élèves de classes dont des membres de la Ligue des jeunes Imbonerakure, se sont retrouvés lundi devant le bureau de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNIDH) pour lui demander d'user de son pouvoir afin que les mesures de renvoi des étudiants et la suppression de la bourse soient annulées.